

Des représentants étrangers au Burundi considérés comme de simple "touristes"

PANA, 16 avril 2016 Des diplomates étrangers sommés de plier bagages ou de choisir un statut de «touriste» au Burundi Bujumbura, Burundi - Le premier vice-président, en charge des questions politiques, sécuritaires et administratives, Gaston Sindimwo, a considéré samedi, comme de "simples touristes" bons à traiter comme tels, tous les diplomates étrangers encore présents au Burundi, du moment que les pays d'origine ont choisi de geler leurs relations diplomatiques en attendant l'issue de la crise politique au Burundi. [Photo : Des membres du corps diplomatique accrédités au Burundi, lors du lancement de la CVR à Kayanza le 4 mars 2016]

La crise politique en cours depuis bientôt un an a beaucoup contribué à l'isolement diplomatique du Burundi sur la scène internationale. Le ton monte alors que le pouvoir burundais avait accédé en grande pompe, ces derniers temps, de nombreux diplomates étrangers dans le cadre des efforts visant à rompre avec l'isolement sur la scène internationale. Le haut responsable gouvernemental est repassé subitement à l'offensive lors des habituels travaux de développement communautaire du week-end qui regroupaient samedi à Bujumbura des officiels, ainsi que certains citoyens convaincus de la capitale et à l'épicentre de la contestation du troisième mandat présidentiel à l'origine de la crise interne et dans les relations diplomatiques avec le Burundi. Le gouvernement burundais a eu à mettre ses menaces à exécution dans un passé récent, en expulsant, pour l'exemple, deux diplomates, l'un rwandais, l'autre belge, l'ingérence présumée dans les affaires intérieures du Burundi. Du haut d'un grand caniveau de drainage des eaux usées qui venait être libéré d'obstacles divers, le long de la route de l'aéroport international de Bujumbura, M. Sindimwo demandait pour quelle raison on croisait encore des représentants de pays qui ne sont plus utiles au Burundi ? "Les bureaux sont fermés et ils restent là", a-t-il martelé, avant de sommer de tels représentants dont la mission exacte n'est plus connue à choisir un nouveau statut, comme par exemple celui de "touriste étranger". Le responsable gouvernemental n'a toutefois cité nommément aucun pays dont les représentants sont directement concernés par l'injonction. On remarque néanmoins que la colère est loin d'être retombée dans les milieux officiels à Bujumbura longtemps après la décision de l'Union européenne (UE) et principal partenaire étranger, de suspendre toutes les aides financières directes au budget de l'Etat burundais pour un montant de plus de 420 millions d'euros. Les Etats-Unis d'Amérique, un autre important soutien financier et moral du Burundi, a aussi décidé de geler une partie des relations économiques avec le pays depuis le 1er janvier dernier. Le Burundi s'est vu notamment rayer, du jour au lendemain, de la liste des pays jusqu'à bénéficiaires des facilités d'affaires sur le sol américain, surtout dans le cadre du projet communément appelé "AGOA". L'UE et les Etats-Unis sont encore sur la même ligne des sanctions ciblées qui ont été prises contre plusieurs hauts responsables gouvernementaux de l'appareil sécuritaire pour leur rôle présumé dans la répression des opposants au 3^e mandat quinquennat en cours depuis juillet dernier, de l'actuel chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza. L'Union africaine (UA), de son côté, en est au niveau des menaces de sanctions ciblées contre les acteurs locaux dont les actions entravent la normalisation de la situation politique, sociale, sécuritaire et des droits humains au Burundi. Les Nations Unies, quant à elles, maintiennent des contacts difficiles avec le pouvoir de Bujumbura, sans que l'on sache jusqu'où ira la patience de ce garant de la paix mondiale qui reconnaît de sérieuses menaces de la crise burundaise sur l'ensemble de la région des Grands Lacs. L'absence de preuve de centaines de réfugiés burundais. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) vient aussi récemment de franchir le pas de rompre sa coopération avec le pouvoir burundais. Dans la sous-région, les relations avec le Burundi boitent également au niveau de la Communauté de l'Est/Afrique de l'Est (CAE/EAC) de libre-échange. Ces différents partenaires étrangers se disent néanmoins prêts à reprendre le cours normal des relations, à condition que le pouvoir burundais envoie des signaux visibles de bonne volonté et d'engagement en faveur d'un dialogue «sincère, direct, conditionnel et inclusif» de tous les adversaires politiques ayant des revendications fondées et réalistes à faire valoir. La communauté internationale condamne aussi et menace de s'opposer contre les opposants politiques et armés qui se livrent à des violences comme mode de revendication de leurs droits.